

agricole, on croirait que tous les agriculteurs sont en difficulté, ce qui n'est assurément pas le cas. Certains céréaliers éprouvent effectivement des difficultés. D'autres risquent d'en éprouver. Mais, en ce qui concerne tous les autres types d'agriculteurs, beaucoup connaissent une année prospère, comme l'a fait valoir le ministre chargé de la Commission canadienne du blé (M. Mayer).

• (2130)

Nous constatons que les emprunteurs solvables continuent de s'adresser en grand nombre à la Société du crédit agricole. La Société a prêté cette année plus de 300 millions de dollars. C'est 70 millions de plus que les prêts consentis au secteur agricole l'année dernière. Il a été accordé en plus 300 millions de dollars en prêts basés sur les prix des denrées. Les prêts au secteur agricole, cette année, se sont élevés à 600 millions. Ils n'auraient certainement pas été faits si tout le monde était en difficulté.

La comparaison entre les prêts agricoles de 1986 et ceux de 1985 laisse voir que, d'une année sur l'autre, presque 400 millions ont été accordés en prêts aux agriculteurs. Cela prouve qu'il y a encore beaucoup de bonne foi et de nombreux emprunteurs solvables, même dans les conditions actuelles de prix des terres et avec les problèmes qui se posent.

Un problème existe dans le secteur des grains et oléagineux et nous allons continuer de nous en occuper. Je connais bien ces difficultés car ma famille a été acculée à des faillites. Je sais très bien que la faillite est une rude épreuve pour une famille. En tant que député, je ferai tout ce que je pourrai pour que le moins d'agriculteurs possible subissent ce choc terrible. Par le Bureau d'examen de l'endettement agricole et le Programme de réorientation des agriculteurs, nous avons offert une aide plus grande à ceux qui y seront exposés.

La période est difficile pour les députés qui représentent des circonscriptions rurales, mais je dois dire, en terminant, que je préfère de beaucoup défendre ici la politique du gouvernement que celle des néo-démocrates ou des libéraux.

M. Vic Althouse (Humboldt—Lake Centre): Monsieur le Président, nous participons ce soir à un débat d'urgence convoqué pour deux raisons principales. Premièrement, durant la pause de Pâques, le ministre responsable de la Commission canadienne du blé a annoncé une réduction du prix initial du blé canadien pour la prochaine campagne agricole. Cette année, la réduction est de 18 p. 100 pour le blé numéro un. L'année précédente, le ministre a annoncé en conférence de presse qu'il réduisait le prix du blé de 19 p. 100, donc nous sommes très près d'une réduction de 40 p. 100 du prix du blé numéro un en deux ans.

Il y a eu une réduction de 28 p. 100 du prix de l'orge de fourrage numéro un l'année dernière, mais le ministre ne s'est pas contenté de cela. Cette année, il l'a encore réduit de 25 p. 100 et il s'agit donc d'une réduction d'un peu plus de 50 p. 100 du prix de cette céréale en deux ans.

Je ne crois pas que ce soit seulement cela qui a déclenché les vives protestations de la Chambre et du pays. Il faut y ajouter le fait que le ministre de l'Agriculture (M. Wise) a annoncé cruellement lundi matin qu'il mettrait fin au moratoire qui

était applicable depuis le 17 février 1985 aux prêts consentis par la Société du crédit agricole.

M. Blackburn (Brant): C'est tout simplement stupide.

M. Althouse: C'était tout simplement stupide et insensible et inattendu de la part de n'importe quel gouvernement surtout de la part d'un gouvernement qui prétend avoir le pouls de l'agriculture et qui se vante de l'étroite relation qu'il entretient avec les agriculteurs du Canada.

Pour leur défense, le ministre de l'Agriculture et le ministre chargé de la Commission canadienne du blé ont déclaré que cette décision n'amènera que 50 familles d'agriculteurs par mois à faire faillite. Cela me rappelle un peu la façon dont Zundel s'est défendu. Il a dit qu'on avait tué non pas six millions de personnes mais seulement 100 000 et qu'il n'y avait donc pas de problème. Nous ne sommes pas ici pour jouer avec les chiffres et la présidence l'a reconnu quand elle a déclaré qu'il s'agissait d'une question d'urgence.

Comment se sentent les 6 000 agriculteurs qui se trouvent peut-être sur cette liste des 50 faillies par mois? Aucun d'entre eux ne sait si son nom se trouve au sommet ou au bas de la liste ni quand on lui demandera de rembourser son emprunt. Ils vivent déjà dans une grande tension. On a déjà fait des études partielles à Brandon au Manitoba et en Ontario sur le stress auquel les familles d'agriculteurs sont soumises. L'étude effectuée en Ontario montre que plus de 30 p. 100 des décès survenus sur des exploitations agricoles en Ontario pendant la durée de l'étude étaient des suicides. Autrement dit, le taux de suicide chez les agriculteurs est de 10 à 12 fois plus élevé que la moyenne canadienne. Le gouvernement, totalement insensible à leur situation, a encore aggravé le stress que subissent actuellement ces 6 000 agriculteurs littéralement aux abois aux dires de la Société du crédit agricole. Il a fait en sorte que ce stress soit encore plus insoutenable. C'est pour ces raisons que nous avons mis cette question au programme ce soir.

Comme tant d'organismes agricoles du Canada, nous déclarons que dans l'immédiat, et je m'adresse au député de Wetaskiwin (M. Shellenberger) qui nous a reproché de ne pas parler de politique dans ce débat, nous déclarons, dis-je, que le gouvernement doit annoncer sans équivoque et sans ambage quelle aide il compte consentir aux agriculteurs pendant la campagne agricole actuelle.

Un milliard de dollars a été ajouté aux revenus agricoles nets l'an dernier pour les maintenir à peu près au même niveau, et nous devons déboursier entre 1.8 et 2 milliards de dollars cette année pour ne pas perdre pied. Voilà le genre de propos que les agriculteurs voudraient entendre. Ils ne veulent rien savoir des engagements fermes du gouvernement. Ils ne veulent rien entendre de ses promesses vagues sur les mesures qu'il a prises pour faire fonctionner la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest ni du Programme spécial pour les grains annoncé en plein milieu de la campagne électorale en Saskatchewan alors que le premier ministre de cette province était en train de perdre ses élections. Les agriculteurs veulent savoir ce qui se passera au cours de la campagne agricole de 1987-1988, si le gouvernement maintiendra le niveau de l'aide agricole, et ils veulent le savoir dès maintenant.